

Notice pour le dépôt de candidature concernant les structures de conseil et d'accompagnement du réseau France Services Agriculture

Calendrier

**Date de lancement de l'appel à candidature :
05/10/2026**

**Date limite d'envoi des candidatures :
31/10/2026**

Contact:

Pascale Fuentes – Chargée de Mission Installation -Transmission
03.39.59.40.13/ 06 61 39 18 54 – Lundi, Mardi, jeudi : **le matin uniquement de 9h30 à midi**

installation.draaf-bourgogne-franche-comte@agriculture.gouv.fr

Table des matières

I.	Elément de contexte et cadre réglementaire	2
II.	Missions et engagement des Structures éligibles.....	3
III.	Candidature.....	4
IV.	Calendrier	6
V.	Engagements des structures liés à l'agrément	6
VI.	Annexes	7

I. Élément de contexte et cadre réglementaire

A. Élément de contexte

Le dispositif France Services agriculture a été instauré dans le cadre de la Loi d'orientation sur la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations (LOSARGA) du 24 mars 2025 dans son article 24. Ce dispositif s'inscrit dans la modernisation des politiques de l'installation préexistantes en permettant à des organismes de conseil et d'accompagnement plus divers et variés d'œuvrer auprès des porteurs de projet. Le réseau est structuré en 2 niveaux : le PADU (point d'accueil départemental unique) et le niveau 2 constitué de structures de conseil et d'accompagnement plurielles.

Toute personne accueillie au PADU (pour un projet d'installation ou de cession) est enregistrée dans le répertoire départemental unique (RDU). Après un entretien de positionnement, la personne est orientée vers une structure de conseil et d'accompagnement de son choix. Les structures de conseil et d'accompagnement pour faire partie du réseau FSA doivent répondre aux prescriptions du décret 2026-323 du 28 avril 2026 **et doivent être agréées**.

C'est dans ce cadre que la DRAAF **Bourgogne-Franche-Comté** lance un appel à candidatures pour agréer les structures capables de mettre en œuvre les missions prévues par le cahier des charges national. Cet agrément repose sur des moyens humains, matériels et organisationnels, ainsi que sur les compétences des conseillers qui auront à exercer les missions suivantes :

- Conseil et accompagnement des porteurs de projet en phase émergente ;
- Conseil et accompagnement des personnes ayant un projet existant d'installation ;
- Conseil et accompagnement des cédants dans leur projet de transmission ;
- Réalisation d'un état des lieux des compétences et construction d'un parcours de professionnalisation pour les porteurs de projet en émergence, Installation ou Transmission,
- Orientation vers les prestataires hors réseau, avec respect du pluralisme et de l'équité ;
- Mise en œuvre de réunions collectives d'échanges dans le cadre de l'article D330-20-2° du Code rural
- Enregistrement des données dans le répertoire départemental unique et suivi des projets.
- Participation aux instances de gouvernance opérationnelle (comité opérationnel départemental) et réalisation de bilan annuel.

B. Cadre réglementaire

La sélection et l'agrément des structures de conseil et d'accompagnement de FSA sont basés sur le corpus réglementaire suivant :

- Décret national 2026-323 du 28 avril 2026 fixant le cahier des charges national ;
- Décret national 2026-387 du 20 mai 2026 relatif aux conditions de délivrance, de suspension et de retrait de l'agrément des structures de conseil et d'accompagnement du réseau France services agriculture

- Décret national 2026-386 du 20 mai 2026 relatif à l'instruction et à la délivrance de l'agrément des structures de conseil et d'accompagnement du réseau France services agriculture
- Arrêté ministériel du 7 septembre 2026 relatif à la composition des dossiers de demande d'agrément des structures de conseil et d'accompagnement du réseau France services agriculture

C. Le financement des actions

Actuellement les arrêtés ministériels indiquant les montants à percevoir par porteur de projet sont en cours de rédaction. Néanmoins les discussions entamées avec les différents représentants nationaux, permettent de présenter les premiers éléments suivants concernant les 4 missions d'émergence, d'installation, de transmission et de formation.

Parcours Emergence	Parcours Formation	Parcours Transmission	Parcours Installation
			
Forfait d'accompagnement : 5 heures	Forfait d'accompagnement : 3 heures	Forfait d'accompagnement : 5 heures	Forfait d'accompagnement : 10 heures
Montant du package 375 €	Montant du package 225 €	Montant du package 375 €	Montant du package 750 €

Pour l'animation des réunions collectives le montant de 120 € par porteurs de projets présents est à répartir entre les différentes structures de niveau 2 participants Ces sommes sont à regarder comme des montants maximums perceptibles.

II. Missions et engagement des Structures éligibles

A. Missions

Les missions des structures de conseils et d'accompagnement dépendent du type d'agrément qu'elles souhaitent obtenir et sont décrites dans le décret national 2026-323 du 28 avril 2026

B. Rapport d'activité

La structure agréée devra réaliser annuellement un rapport d'activité pour chacune des missions pour lesquelles elle aura été agréée.

C. Participations aux instances de gouvernance locale

Les structures agréées sont membres de droit du comité opérationnel départemental du/des départements sur lesquels elles ont demandé l'agrément (Décret no 2026-844 du 7 septembre 2026 relatif aux instances de concertation de la politique d'installation et de transmission en agriculture). Aussi, ces structures doivent désigner par département, un représentant officiel et un suppléant pour assister à ces comités.

III. Candidature

A. Structures éligibles

- a. Toute personne morale de droit privé ou public susceptible de répondre aux exigences du cahier des charges national
- b. Organisations professionnelles agricoles (OPA) ;
- c. Associations intervenant dans l'accompagnement à la création ou la reprise d'exploitations agricoles ;

Pour être éligible, les structures devront avoir déposé leur dossier de candidature pendant la période de dépôt et répondre aux prescriptions du cahier des charges national (**issues du décret 2026-323 du 28 avril 2026**)

- Disposer des moyens humains et matériels nécessaires pour réaliser ces missions dans les départements qu'elle aura choisis.
- Disposer de personnel ayant une expérience professionnelle dans le secteur agricole
- Pour les conseillers, disposer des compétences communes et spécifiques indiquées dans **l'annexe 1**.

B. Dossier de candidature et procédure de dépôt

Les dossiers sont à déposer pendant la période de dépôt et de façon dématérialisée sur le portail Démarches numériques via le lien suivant :

<https://demarche.numerique.gouv.fr/commencer/fsa-bourgogne-franche-comte-demande-d-agrement-pou>

Vous pourrez également retrouver ces informations sur le site de la DRAA BFC

<https://draaf.bourgogne-franche-comte.agriculture.gouv.fr/dossier-de-candidature-fsa-a3813.html>

La demande d'agrément peut être déposée par :

- Une structure pour son propre compte ;
- Un mandataire pour le compte de chacune des structures mandantes. Dans ce cas le mandataire n'a qu'un rôle administratif ; il ne dispose pas d'agrément. Les structures mandantes doivent compléter le mandat désignant leur mandataire.

Le dossier se compose de la façon suivante :

- **Un formulaire à remplir en ligne :** Identité, Choix d'agrément et de mission, ETP, présentation expérience, engagements sur l'honneur ;
- **Des pièces jointes obligatoires (liste complète en annexe 2) :** organigramme, fiche descriptive, rapport activité avec description des moyens matériels et des méthodologies d'accompagnement, agréments existants, tous documents probants justifiant de l'expertise de la structure, liste des conseillers pressentis ;

- Et des **pièces spécifiques pour les conseillers** : CV, fiche d'expérience, engagement, contrat de partenariat, de mise à disposition...).

Une structure peut postuler pour 2 types d'agréments, chacun d'un étant subdivisé en missions spécifiques :

L'agrément des projets d'installation au sens large comprend les missions :

- De conseil et d'accompagnement des porteurs de projet en émergence
- De conseil et d'accompagnement des Porteurs de projet en installation
- De conception d'un parcours de professionnalisation pour l'émergence
- De conception d'un parcours de professionnalisation pour l'émergence

L'agrément des projets de cessions des exploitations agricoles comprend les missions :

- De conseil et d'accompagnement des cédants
- De conception d'un parcours de professionnalisation pour la transmission

L'agrément peut être demandé pour un ou plusieurs départements de la région

C. Procédure de sélection

La DRAAF est la structure légitime unique pour effectuer la sélection des dossiers de candidature.

Les candidats seront informés individuellement de leur situation : de l'acceptation ou du refus de leur candidature.

La DRAAF se réserve le droit de demander des éléments complémentaires et de ne pas agréer la structure demandeuse si le niveau de compétence attendu n'est pas vérifiable ou attesté.

A titre indicatif, les critères d'évaluation seront les suivants :

Complétude dossier (toutes PJ fournies / PJ démontrant objectivement les compétences attendues) ;
Qualité et expérience de la structure, compétences des conseillers ;
Modalités d'accueil et méthodologie d'accompagnement ;
Capacité à assurer les missions demandées (capacité de recrutement, de formation, de couverture territoriale, capacité à garantir égalité, équité, neutralité, impartialité, pluralisme et confidentialité, ...)

D. Agrément des structures de conseil et d'accompagnement

Lorsque la procédure de sélection sera terminée, les candidats seront informés directement via Démarches numériques. Les candidats retenus pourront dès lors inscrire leurs conseillers aux formations mises en place par la DGPE dans le cadre de FSA. Sans cette formation les conseillers ne seront pas inscrits dans le Système d'information. Dans le courant de décembre 2026, un arrêté préfectoral d'agrément

sera pris listant l'ensemble des structures qualifiées. L'agrément aura comme date de fin le 31 décembre 2029.

En cas de défaillance de la structure, les conditions de suspension ou de retrait de l'agrément sont celles indiquées dans le décret national 2026-387 du 20 mai 2026.

IV. Calendrier

- Dépôt des dossiers : du 5 octobre au 31 octobre 2026
- Instruction : du 15 octobre au 30 novembre 2026 ;
- Information individuelle des structures de l'acceptabilité du dossier ;
- Ouverture de la formation des conseillers à réception de l'avis d'acceptabilité
- Présentation des structures éligibles au CRIT courant décembre (indicatif) ;
- Arrêté préfectoral d'agrément devant être publié avant le 31/12/2026 ;

V. Engagements des structures liés à l'agrément

- Engagement sur les obligations sociales, fiscales et assurantielles :

Le demandeur certifie sur l'honneur que sa structure ne se trouve dans aucun cas d'exclusion et est à jour de ses obligations sociales, fiscales et assurantielles.

- Engagement d'impartialité et d'absence de conflit d'intérêt :

Le demandeur s'engage dans le cadre de la présente demande d'agrément, à être impartial et à garantir n'avoir, directement ou indirectement, aucun intérêt financier, économique et s'organiser pour n'avoir aucun intérêt personnel qui serait de nature à compromettre sa neutralité, son impartialité ou son indépendance dans le cadre de sa mission d'accompagnement des usagers concernée par la présente demande d'agrément.

- Engagement sur le secret des affaires :

Le demandeur s'engage à ne pas divulguer ou utiliser, directement ou indirectement, toute information confidentielle dont il aurait eu connaissance dans le cadre de sa mission d'accompagnement des usagers concernée par la présente demande d'agrément.

- Engagement à respecter le cahier des charges et à participer activement au dispositif FSA

- Engagement sur des valeurs de France Services Agriculture

Le demandeur s'engage à respecter les principes d'égalité, d'équité, de neutralité, d'impartialité et de pluralisme.

- Engagement sur la qualité de service permettant un fonctionnement fluide de l'accompagnement

Le demandeur s'engage :

- à mettre en place les moyens administratifs et humains pour assurer une qualité du suivi des bénéficiaires dans des délais corrects de réponse et de rendez-vous,
- à proposer un nombre minimum de conseillers FSA pour garantir leur disponibilité,
- à mettre en œuvre tous les moyens pour assurer la continuité de l'accompagnement,
- à mettre en œuvre des dispositifs pour évaluer la satisfaction des usagers,
- à détenir et actualiser régulièrement ses connaissances sur les dispositifs nationaux, régionaux et territoriaux mobilisables par les bénéficiaires,
- à informer les porteurs de projets sur les modalités de signalement et de recours relatifs au fonctionnement de France Services Agriculture.

- Engagement sur la coordination interne des conseillers

Le demandeur s'engage à mettre en place une procédure de coordination interne entre conseillers si plusieurs fonctions sont exercées dans la structure.

- Engagement à produire un bilan annuel et à organiser des formations pour les conseillers

Le demandeur s'engage à :

- à produire un rapport quantitatif et qualitatif annuel, selon une trame proposée par le niveau national, à transmettre avant le 31 mars de l'année suivante,
- et à organiser, sous réserve d'agrément, des formations pour ses salariés conseillers visant au renforcement et à l'actualisation des compétences prévues par le cahier des charges.

Après agrément, le demandeur s'engage également :

- à respecter le cahier des charges sur la durée de son agrément,
- à disposer d'une liste suffisante de conseillers compétents,
- à déployer un plan de formation et de montée en compétences (formation initiale et d'actualisation annuelle),
- à utiliser les outils mis à disposition,
- à mettre à jour et transmettre à la DRAAF/DAAF des informations actualisées relatives à l'offre et aux conseillers,
- à présenter aux porteurs de projet l'offre des prestataires hors FSA dans le respect de la neutralité et du pluralisme,
- à participer de façon active au comité opérationnel départemental,
- et à fournir tous les éléments nécessaires en cas de demande de l'administration.

VI. Annexes

Annexe 1 : compétences des conseillers

Annexe 2 : Liste des pièces justificatives à fournir